



Allocution de Monsieur David l'Épée

Le privilège de l'étudiant : enjeux d'un débat sur la culture universitaire

M. le Conseiller d'Etat, Mme la présidente du Conseil de l'Université, Ms les co-recteurs, Ms les doyens, Mesdames, Messieurs, j'ai le plaisir et l'honneur de m'exprimer aujourd'hui devant vous en mon nom propre et, dans une certaine mesure, au nom des étudiants de l'Université de Neuchâtel, du moins en ce qui concerne nos visions de l'avenir à la veille des premières applications du processus de Bologne. C'est aussi le comité de la Fédération des Etudiants Neuchâtelois, dont j'ai été membre l'an passé, qui m'a proposé de venir ici ce matin, et c'est donc également les préoccupations de la FEN qui se refléteront, en certains points, dans mon propos.

Au stade actuel du développement suisse et européen en matière de formation, il est plus que jamais temps d'ouvrir le dialogue entre les différentes strates d'une institution comme l'Université, également entre le politique et le culturel - je tiens à continuer d'utiliser le mot *culture* malgré un voisinage de plus en plus intime entre la formation et le marché - il est temps que chaque intervenant dans ce débat fasse clairement l'exposé de ses aspirations pour l'avenir de l'Université et de ses conceptions générales de ce que devrait être la transmission d'un savoir, dans tout le respect que nous devons à ce savoir et à sa qualité.

Bakounine écrivait dans un de ses ouvrages : « *Le travail intellectuel est un travail attrayant, qui porte sa récompense en lui-même et qui n'a pas besoin d'autre rétribution* ». Le théoricien libertaire ne cherchait pas à se représenter une utopie, quel que soit le jugement qu'on puisse porter sur l'idéologie à laquelle il a donné naissance, ce n'est en tout cas pas ce que cherche à exprimer cette phrase. Elle signifie tout autre chose, elle ne stigmatise pas une réalité économique mais un état d'esprit : le privilège de l'étudiant, celui que le vocabulaire civique appelle *citoyen passif* parce qu'il n'est pas salarié au même titre que le travailleur, parce que malgré ce traitement d'exception, il n'en reste pas moins un citoyen, avec tous les droits démocratiques que cela comporte. Le privilège de l'étudiant qui nous permet de ne pas établir de rapport direct entre chaque heure que nous passons à l'étude, chaque examen que nous réussissons, chaque livre sur lequel nous nous penchons, chaque sujet qui nous invite à l'analyse ou à la méditation, ce privilège qui nous évite d'établir un rapport direct, disais-je, entre chacune de ces activités et une quelconque valeur marchande. Voilà l'éloge de l'étude que fait Bakounine, l'éloge de cette sphère de la vie intellectuelle qui fait que dans l'idéal, dans un monde parfait - une utopie, je vous l'accorde - l'étude passerait facilement du statut de formation professionnelle au statut de loisirs, ou plutôt de plaisir, d'occupation gratuite, on imagine là ce que pourrait être la culture pour la culture, le droit à la spéculation pure. Rassurez-vous, les revendications de la FEN ne vont pas si loin...

le privilège de l'étudiant, hélas, c'est aussi autre chose, et il se définit également, comme c'est le propre d'un privilège, en tant que résultat d'une série d'inégalités. L'étudiant est un privilégié, du fait qu'aujourd'hui encore, n'importe qui ne peut pas étudier. Je vous épargnerai notre *laïus* traditionnel sur l'égalité des chances, je crois que vous le connaissez tous, je vous mentionnerai seulement, comme dans la rhétorique de Cicéron, ce que je ne vous dirai pas, pour mieux le rappeler à votre attention. Je ne vous parlerai donc pas de cet étrange déterminisme qui fait que, malgré une lente démocratisation de l'instruction à tous les niveaux, les fils d'ouvriers, pour une grande partie d'entre eux, restent sur les chantiers, tandis que l'étude se réserve, bien malgré elle, à d'autres classes. Je ne vous parlerai pas non plus des projets concernant la hausse des taxes universitaires, et surtout pas de cette réforme effrayante sur laquelle on murmure beaucoup de choses et qui verrait la taxe monter à cinquante mille francs par année ! Je ne vous rappellerai pas les arguments des initiateurs de ce projet, ces arguments qui disent que partant du principe que les possesseurs d'une licence universitaire sont parmi les individus les mieux payés de cette société, il est normal qu'ils investissent davantage de moyens financiers pour leur formation, ceci expliquant à la fois la hausse des taxes et le remplacement du système de bourses par un système de prêts. Je ne reviendrai pas sur les incohérences de cet argumentaire, le problème du chômage, qui touche aussi les étudiants licenciés, l'âge de la fin des études qui correspond souvent à celui de la fondation d'une famille et qui représente donc une période d'investissement, voire de nouveaux emprunts et d'endettement.

Nous parlons d'une logique de reproduction des élites lorsque l'entrée dans une institution comme l'Université nécessite des sommes que seules peuvent se procurer des familles richement salariées, soit, en grande partie, des familles où on trouve déjà au moins le possesseur d'une licence. Nous serons donc contraints d'utiliser ce terme de reproduction des élites si ce projet se concrétise, comme nous serons contraints, nous, étudiants, d'y faire opposition, pour l'égalité des chances, pour une formation à la fois intellectuelle et sociale, pour le bien de la recherche, des jeunes, et, je le répète, de la culture.

Car en dehors des considérations sociales, qui sont l'apanage des fédérations d'étudiants, et dont j'ai pris soin, suivant la dialectique cicéronienne, de ne pas vous parler, si ce n'est à la forme négative, j'aimerais m'exprimer plus personnellement au sujet de l'Université comme relais d'une culture, indépendamment de tout utilitarisme et de toute récupération. Car voilà une de nos plus grandes missions, à nous tous, acteurs de la politique universitaire, étudiants compris : la conservation, la promotion et l'enrichissement d'un patrimoine mondial, un des biens de l'humanité les plus précieux à tous les points de vue. Si je crains tant la marchandisation de l'étude, c'est aussi pour cela, parce que la considération des différentes branches enseignées, des différents domaines de la recherche, à l'auge unilatérale des débouchés professionnels et de la demande des entreprises, ne peut que conduire à une inégalité de traitement, ne serait-ce que dans le financement de certains domaines, et à plus long terme, à une suppression pure et simple des domaines peu rentables d'un point de vue économique. S'il existe des lobbys, déclarés ou sous-terrains, je vous le dis franchement : nous n'en voulons pas. Si l'Université est devenue laïque et apolitique, elle doit également garder toute sa

neutralité et son impartialité dans le domaine économique, sans quoi nous risquons de voir entrer en scène de nouveaux diktats bien plus dangereux que ceux qui les ont précédés. Les intellectuels ont souvent été les premiers à dénoncer et à combattre les dogmes liberticides ; qu'ils ne soient pas les premiers, aujourd'hui, à se précipiter tête baissée dans l'écueil de ces mêmes dogmes.

La culture a besoin d'un minimum de gratuité pour pouvoir exister en tant que telle, il faut lui permettre, dans une certaine mesure, de se justifier par elle-même, par l'intérêt qu'elle représente, par les passions qu'elle peut susciter, parce qu'elle est ce qui fait de la communauté humaine une vraie société, parce que sans elle, on ne peut pas parler de civilisation. De ce point de vue-là, les universités, plus encore qu'un simple relais, sont la mise en scène de cette culture, l'incarnation à visage humain du contenu de nos bibliothèques, cela devrait suffire à prouver la priorité, dans le domaine qui nous occupe, de l'intellectuel sur le mercantile.

Par ailleurs, c'est l'interactivité dans l'étude - que cette dernière soit institutionnelle ou privée - c'est l'interactivité qui fait de la culture un patrimoine en mouvement, un patrimoine vivant, à la fois critique, respectueux de ses prédécesseurs, et fort d'une ambition qui est la condition *sine qua non* de la relève intellectuelle ; je dirais même : une ambition propre à la jeunesse. Une culture professorale qui marque une ségrégation autoritaire entre intellectuels actifs et intellectuels passifs est la meilleure garantie de la mort de l'Université, et avec elle de la momification de la culture, de sa *muséification* - si vous me passez le néologisme - d'un nouvel âge à la fois très doctrinal et très médiocre. L'Université ne doit pas se contenter de former des récepteurs, des lecteurs - pour ne pas dire des *liseurs* - des rats de conférence ; elle doit aussi voir sortir de ses murs des penseurs, des auteurs, des praticiens, car c'est à cette seule condition que quelques disciples dans la masse pourront égaler, voire dépasser, les maîtres, et nous devons tous désirer l'émancipation des disciples puisque tous, nous désirons l'excellence. Rousseau écrivait, dans une lettre de sa « Nouvelle Héloïse » : « *Il y a, je l'avoue, bien des gens qui ont besoin de beaucoup lire et peu méditer, parce qu'ayant la tête mal faite, ils ne rassemblent rien de si mauvais que ce qu'ils produisent d'eux-mêmes* ». Ce n'est pas, je crois, ce type d'intellectuels que cherche à former l'Université, du moins je l'espère. Voilà, peut-être, l'ordre des choses idéal : étude, analyse, méditation (que cela passe par l'adhésion ou la remise en question), et finalement, production, ou réalisation, si vous préférez. Vous me répondrez qu'enseigner l'esprit critique et l'engagement personnel relève de la méthodologie de l'étudiant, que ce n'est pas à l'Université de s'en occuper, mais à l'enseignement obligatoire, et vous aurez raison. Toutefois, le système n'est jamais parfait, nous devons sans cesse palier à ses erreurs, même si nous n'en sommes pas directement responsables, et nous le ferons effectivement si nous reconnaissons que le bien commun mérite tous les efforts et tous les sacrifices. Il est évident que sur plusieurs points, les écoles obligatoires ne se sont pas montrées à la hauteur de la tâche délicate que leur ont confié les citoyens, il suffit pour s'en rendre compte, de consulter le dernier rapport de l'enquête PISA - et je ne blâme personne en disant cela, je fais seulement un constat - mais chacun doit contribuer à établir et à affermir les bases, même si cela ne relève pas forcément de nos compétences habituelles, car il est vain de poursuivre la construction dans le vide, de poser des tuiles

avant même qu'on ait ébauché les fondations du bâtiment. Il y a là un grave problème, et je ne prétends pas y apporter de solution, je comprends juste que nous avons deux impératifs à faire valoir aujourd'hui à tous les niveaux de l'enseignement et de la formation : garantir à la fois une instruction sociale et de haute qualité, assurer simultanément l'égalité des chances et l'intégrité de la culture dans tout ce qu'elle a de noble et de complexe, garder en même temps nos portes grandes ouvertes et préserver l'excellence. Ce n'est pas un dilemme, c'est une alliance entre deux idéaux complémentaires, et le succès de cette alliance s'appelle l'école républicaine.

Je finirai par une autre pensée de Bakounine, que je citais au début de cette oraison, et qui écrit : « *Plus l'homme est avantagé par la nature, et plus il prend à la collectivité ; d'où il résulte que plus il doit lui rendre en toute justice.* » Le statut de l'étudiant, qu'on le veuille ou non, reste un privilège, mais il se justifie à partir du moment où la société, l'ensemble de tous les citoyens qui, directement ou indirectement, financent la formation par l'impôt, ce privilège se justifie, dis-je, à partir du moment où la société récupère son investissement, et si possible avec intérêt. Ainsi, malgré le droit à la spéculation de l'esprit que j'évoquais plus haut, l'intellectuel républicain est celui qui favorise le bien-être et le bon fonctionnement de la communauté, qui affermit ses acquis et qui en remporte de nouveaux, voilà pourquoi la mission de l'Université est une mission citoyenne : elle doit veiller à l'équilibre social et promouvoir le dynamisme intellectuel à tous les niveaux. Si la matière grise est, comme on aime à le dire, la seule matière première de ce pays, alors l'Université ne peut pas se contenter de servir une élite, c'est au peuple tout entier qu'elle doit rendre des comptes, et les étudiants, je tiens à vous en assurer, seront toujours à l'avant-garde dans ce débat pour vous rappeler ce pacte, ce nouveau contrat social qui a fait de notre institution un enjeu central de la politique nationale. Nous tenons à honorer cet engagement pour la collectivité, nous vous invitons à faire de même, et c'est sur cette promesse et sur cette invitation que je conclurai mon propos. Merci de votre attention.